

**Discours prononcé par Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, lors du
Conseil européen, le 27 juin 2024**

Merci, Charles.

Tout d'abord, je voudrais saluer, au nom du Parlement européen, le nouveau pacte de coopération en matière de sécurité conclu entre l'Ukraine et l'Union européenne.

Lors de ma dernière visite à Kiev, le 9 mai, les responsables ukrainiens m'avaient exposé l'ensemble du travail accompli avec diligence ainsi que les réformes qui ont permis l'ouverture de ce nouveau chapitre dans nos relations. Et la venue à Bruxelles du Président Zelensky, je tiens à le souligner, a montré toute l'importance symbolique de ce moment et a donné la preuve de notre engagement réciproque à assurer notre sécurité et notre destin communs.

Ce mois-ci, nous avons donc franchi une étape importante vers l'ouverture de négociations officielles en vue de l'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à l'Union. Cette ouverture est réclamée avec force par le Parlement européen. Je n'énumérerai pas une fois de plus tous les avantages de cet outil géopolitique, le plus puissant dont nous disposons. En revanche, je voudrais remercier ici la présidence belge du Conseil pour avoir convoqué les premières conférences intergouvernementales et, ce faisant, avoir permis à l'Union de franchir une étape stratégique déterminante. Préparer notre Union à l'élargissement doit rester une des grandes priorités du nouveau cycle institutionnel dans lequel nous entrons.

Les élections européennes se sont tenues voilà deux semaines et demie. Aujourd'hui, nous savons bien plus précisément ce que les citoyens attendent de nous pour les cinq prochaines années. Il nous revient désormais de transformer ces messages sortis des urnes en un programme politique pour l'Union. Un programme qui devra être sérieux, réalisable et applicable.

Nous avons tous vécu une longue campagne électorale; les citoyens ont parlé et nous devons désormais tous prendre en considération les messages qu'ils nous ont envoyés, les messages nous disant ce qu'ils attendent de nous.

Nos concitoyens nous demandent de défendre fermement nos valeurs et de faire en sorte que la sécurité demeure une priorité absolue. Notre soutien à l'Ukraine doit donc se poursuivre.

Nous devons également renforcer davantage encore la capacité de l'Europe à réagir aux crises quelles qu'elles soient et nous devons améliorer notre autonomie stratégique. Dès lors, il est urgent d'élaborer une véritable politique de sécurité et de défense commune, qui vienne compléter l'OTAN sans lui faire concurrence.

Lors de la précédente législature, nous avons déjà posé certains jalons. Ensemble, nous avons œuvré à renforcer nos capacités, à supprimer des doublons et à réduire la fragmentation de nos

industries de défense. La prochaine étape consistera à créer une base industrielle solide en matière de défense.

Cette question est bien sûr liée à celle de la compétitivité européenne, qui est essentielle du point de vue économique et politique. Depuis plusieurs années, nous voyons les interactions et les rapports commerciaux entre les puissances économiques mondiales évoluer, ainsi que la manière dont les autres économies perçoivent le positionnement de leurs secteurs industriels vis-à-vis de l'Europe. Cet état de fait montre bien la nécessité de renforcer la position de l'Europe sur la scène mondiale.

Ce constat ne signifie pas que nous devions nous enfermer. Au contraire, notre économie a prospéré par le passé précisément parce que nous avons défendu l'inverse, à savoir des échanges commerciaux ouverts, équilibrés et équitables, fondés sur des règles internationales. Nous devons élargir notre réseau d'accords commerciaux avec nos partenaires en faisant aboutir et en ratifiant ceux qui sont en chantier. Il nous faut redoubler d'efforts.

Pour améliorer la compétitivité européenne, nous devons également approfondir le marché unique; cette stratégie portera ses fruits à la hauteur de ce que nécessite le contexte actuel, en particulier la double transition écologique et numérique de nos économies. Ce n'est qu'en augmentant la productivité et en investissant davantage dans nos propres capacités industrielles que nous pourrions réduire nos dépendances stratégiques tout en soutenant et en renforçant la croissance économique.

Le marché unique constitue notre premier moteur économique, et cela doit se traduire par un nivellement par le haut pour nos sociétés. Ainsi, nous donnerons à nos concitoyens l'espoir de pouvoir trouver un logement adapté à leurs besoins, nous lutterons contre les inégalités sociales, la pauvreté transmise de génération en génération et l'exclusion sociale dont pâtissent toujours nos sociétés.

Les citoyens attendent de nous des solutions politiques et stratégiques, et celles-ci auront un coût. Si nous voulons disposer des capacités et des ressources nécessaires pour financer les solutions demandées par nos concitoyens, si nous voulons voir nos économies croître et si nous voulons rembourser nos dettes, nous devons rechercher sérieusement des moyens innovants de stimuler les investissements tant publics que privés.

La révision à la hausse des plafonds – une initiative inédite – décidée lors d'une révision à mi-parcours de l'actuel budget à long terme de l'Union a marqué un pas important dans la bonne direction. Mais bientôt, il sera temps de commencer à élaborer le prochain CFP. Il nous faudra alors mettre en place un budget adapté à nos objectifs.

Nous devons également examiner sérieusement la fragmentation du secteur financier, et en particulier les obstacles aux flux de capitaux au sein de notre Union. Ces sujets ne sont pas nouveaux, je le sais, mais ils se présentent avec une acuité nouvelle.

Si nous souhaitons réellement mobiliser les capitaux privés pour investir dans nos priorités et pour inciter nos entreprises à rester en Europe, alors nous devons aussi parachever notre union bancaire et notre union des marchés des capitaux. Telle est la voie qui nous permettra de soutenir la croissance économique et de créer des emplois de qualité et des avenir dignes. Ni nous ni nos concitoyens ne saurions être perdants.

Les citoyens redoutent de ne pas pouvoir finir le mois, de perdre leur emploi ou de ne pas avoir un jour les moyens d'acquérir un logement. Ce message électoral doit nous faire réfléchir.

Il nous revient d'y apporter des réponses, avec ambition et bienveillance. Car le fait est que, si nos objectifs sont pionniers à l'échelle mondiale et que nous en sommes très fiers à juste titre, les charges bureaucratiques risquent de freiner notre avancée.

Si chaque réglementation peut s'avérer tout à fait justifiée, il nous faut veiller à ce que, mises bout à bout, elles ne deviennent pas excessives. Nos propositions doivent être adaptées aux familles, aux entreprises, aux agriculteurs. Les avancées sur la voie de la transition écologique et de la transition numérique ne doivent laisser personne de côté. Tout est une question de mise en application, sur laquelle nous devons désormais concentrer tous nos efforts.

C'est ainsi que nous pourrions rapprocher un peu l'Europe de ce que nos concitoyens appellent de leurs vœux, que nous donnerons suite aux messages envoyés par les électeurs et que nous créerons une Europe plus forte, plus sûre, plus juste et meilleure pour tous les Européens.

Un programme fort, enfin, doit être porté par une équipe forte. L'un ne va pas sans l'autre.

Je vous ai déjà exposé, la semaine dernière, les étapes à venir du processus d'élection, par le Parlement européen, de la nouvelle présidence de la Commission. Depuis notre dernière rencontre, Charles Michel a participé à la réunion de la Conférence des présidents du Parlement à des fins de consultation avec les dirigeants des groupes politiques. Le Parlement a réaffirmé son attachement au processus des candidats têtes de liste et nous confirmons que le Parti populaire européen est une nouvelle fois le plus grand groupe politique du Parlement européen.

Nous suivrons le processus établi et une fois que nous aurons reçu le nom communiqué par le Conseil européen, nous inviterons la personne désignée à une réunion avec les dirigeants des groupes, qui se tiendra mardi. L'objectif est de désigner le ou la candidate capable de réunir la majorité qualifiée nécessaire au Parlement pour assurer la présidence de la prochaine Commission. Cette personne devra présenter un programme politique qui traite des principaux messages sortis des urnes et reflète les opinions d'une majorité des députés au Parlement.

Mes collègues et moi-même entendons naturellement assurer la bonne marche du processus d'élection d'un ou d'une nouvelle présidente de la Commission, en agissant sans délai dès que

le Conseil européen aura proposé son ou sa candidate, ainsi que du processus d'organisation des auditions des commissaires qui s'ensuivra.

Je vous remercie.